



RECONSTRUCTION DU TERRITOIRE, RECONSTRUCTION DE L'INDIVIDU DE TCHERNOBYL (1986) À BEYROUTH (2020), LES CENTRES COMMUNAUTAIRES DE RÉHABILITATION PSYCHOSOCIALE, UNE EXPÉRIENCE REPRODUCTIBLE ?

Marie-Thérèse NEUILLY

Université de Nantes

Résumé

Un point commun se retrouve dans le climat post-catastrophe qui a affecté Tchernobyl en 1986 et Beyrouth en 2020 : c'est celui de l'état psychologique d'une population traumatisée, pour laquelle la question de la reconstruction des individus sera liée à celle de la reconstruction des territoires.

À travers l'expérience d'un programme intitulé « UNESCO-Tchernobyl » nous souhaitons montrer que les solutions trouvées dans un des pans de ce programme, à savoir celui de la réhabilitation psychosociale et psychologique des populations affectées par l'accident, pourraient être valides ici. Un programme avait été élaboré par l'organisation internationale, entre les trois pays concernés par la pollution nucléaire – la Biélorussie, la Fédération de Russie, l'Ukraine – et l'Université Catholique de l'Ouest (Angers) dont son Institut de sciences humaines et sociales, ce qui a amené des équipes pluridisciplinaires, composées d'enseignants-chercheurs, de praticiens et de stagiaires de pays différents à traiter de problématiques nouvelles créées par la contamination nucléaire (il avait été d'abord développé entre 1991-2001 d'abord entre l'UNESCO et l'URSS).

Neuf Centres communautaires de réhabilitation psychosociale ont été ouverts en 1993, avec pour objectifs principaux d'améliorer le bien-être psychique de la population, de promouvoir la cohésion familiale, de stimuler les interactions au sein des communautés, et de développer l'initiative individuelle (Extrait du rapport d'activités 1991 – 1996, programme UNESCO-Tchernobyl).

Ces Centres constituent un dispositif intégratif qui peut se mettre en place dans une temporalité assez courte par rapport à l'ensemble des désastres générés par la catastrophe, afin d'aider à construire une résilience des territoires affectés par les destructions. Que ce soit une organisation internationale qui lance et accompagne le projet est important : cela lui confère un caractère de

neutralité. Le travail avec les universités locales et d'autres sises à l'étranger est nécessaire pour assurer un fonctionnement optimum du dispositif.

La méthode de travail que nous préconisons ici est celle de la recherche-action, méthode qui s'est montrée efficace par rapport aux objectifs fixés, à savoir aider une population déstabilisée qui vit dans un climat anxiogène et qui doit changer ses habitudes de vie. On peut utiliser cette méthode chaque fois que l'on est confronté à un effondrement de système, et que l'on veut mettre en place une démarche d'*empowerment*. On développera de la sorte la résilience des territoires. Et cette résilience ce sont les individus réunis par leurs forces et leur détresse qui peuvent la retrouver, la développer avec l'aide du personnel psychosocial dont la présence dans les Centres permet de retrouver une dynamique communautaire.

Mots-clés

Catastrophe – Traumatisme – Déplacements internes obligatoires – Centre communautaire de réhabilitation psychologique – Empowerment – Programme psychosocial – Résilience.

Abstract

Post-disaster 1986 Chernobyl and 2020 Beirut share a common issue: a psychologically traumatized population for whom individual healing is linked to the rebuilding of the land. The current proposal is articulated around the second axis: "Healing disaster."

Based on the UNESCO-Chernobyl program, we aim to show that solutions developed for this program, specifically the psychosocial and psychological rehabilitation of populations affected by the disaster that were effective to treat large scale disaster-related trauma, can be applied here.

Multidisciplinary teams based out of the Institute for Human Sciences at Western Catholic University in Angers, France, were charged with developing innovative approaches to respond to the trauma created by nuclear contamination in Belarus, Ukraine, and the Russian Federation.

Nine psychosocial rehabilitation community centers were open in 1993, with the primary objective to improve mental health, promote family cohesion, stimulate community interactions, and develop individual initiative (excerpt from activity report, 1991-1996, UNESCO-Chernobyl program).

These centers are flexible integrated systems which can be implemented shortly after disasters to help build resiliency in areas affected by destruction. It is important that these be sponsored by international organizations, as it lends those structures much needed neutrality. Collaboration between local and international universities is also an important aspect to ensure optimal functioning.

The recommended methodology here is action-research, which has proven effective in achieving goals such as helping a destabilized population living in anxiety-producing environment requiring major life alterations. This methodology can be used when faced with system collapse and an empowerment approach is the goal. It will therefore lead to the development of resiliency. This resiliency, in turn stems from the community dynamic that emerges from the collaboration between population and psychosocial personnel and the local populations.

Keywords

Disaster – Trauma – Massive Internal Displacement – Community centers – Empowerment – Psychosocial Program – Resiliency.

Les catastrophes naturelles qui jalonnent l'histoire amènent les sociétés à reconstruire leur habitat, en général au même endroit que précédemment, sur les flancs du volcan par exemple, fertilisés par les cendres. Il faut une ou deux générations pour que le traumatisme devienne un moment dans le récit identitaire, une expression de la peur et de l'horreur sur un tableau. L'ère industrielle a vu surgir d'autres formes de catastrophes. On peut citer l'accident de Courrières (1906, bassin minier de Lens, France), avec ses 1 200 morts, et une polémique qui concerna tant l'absence de sécurité dans les puits que la gestion des secours. De plus, comme la sociologie des désastres l'a souligné, si l'accident est lié à une défaillance humaine il y aura une recherche de responsabilités particulièrement développée.

Nous proposons d'examiner si l'exemple de la prise en charge d'une population évacuée après un accident nucléaire par des Centres communautaires pourrait avoir un intérêt pour aider la population dans des situations de catastrophe qui induisent un trauma psychologique, avec un nombre élevé de victimes, situations suivies éventuellement d'une migration.

En quoi des éléments de résolution de crise qui ont suivi la catastrophe nucléaire de 1986 peuvent-ils présenter un intérêt pour « panser la catastrophe », bien que nous soyons sur des types de désordres très différents : d'une part, l'explosion d'une centrale nucléaire et une contamination des territoires, ce qui va entraîner un déplacement obligatoire des populations dans un contexte de désintégration politique, et d'autre part l'explosion d'un site de stockage de nitrate d'ammonium dans une zone urbaine à forte densité de population dans un pays où la question du politique pourrait être qualifiée de « sensible ».

Une remarque préliminaire doit être formulée : peut-on comparer des catastrophes (Rodriguez, Quarantelli, Dynes, 2017) ? L'utilisation d'un même mot pour caractériser les effets de phénomènes de nature très différente quant à leur origine, naturelle ou technologique va recouvrir en fait les situations qui n'ont bien souvent en commun que leurs effets délétères exercés sur des populations plus ou moins préparées. La France, à Toulouse, le 21 septembre 2001, a connu une explosion de nitrate d'ammonium qui a entraîné la mort de 31 personnes et fait 2 000 blessés mais bien qu'on ait les mêmes composants chimiques à l'origine de l'explosion ni les quantités ni le contexte ne sont comparables. Il en sera ainsi pratiquement pour toutes les catastrophes. On peut les classer selon leur origine, selon le nombre de victimes qu'elles ont occasionné, selon la nature des désastres collatéraux qu'elles ont entraîné etc. mais on arrivera nécessairement à une très grande diversité (Quarantelli, 1978). Ainsi entre Toulouse (2001) et Beyrouth (2020), on trouvera un certain nombre d'éléments techniques comparables en termes de stockage de produits chimiques instables, et surtout un des effets communs de l'explosion sur la population sera celui d'un trauma psychique qui bouleversera la vie des individus. La différence de

l'ampleur de l'explosion et celle du contexte socio-politique feront que les deux phénomènes n'auront pas grand-chose d'autre de comparable. Quant aux questions de sécurité, nous proposerons ici les lectures qu'en font K. E. Weick et K. M. Sutcliffe (2007) ou A. Yatchinovsky (2012) qui montrent les dimensions systémiques des organisations de travail dans un monde complexe et les difficultés qu'il y a à « gérer » l'incertitude.

Que dire alors d'une proposition de réflexion qui met en lien le traitement des effets d'une catastrophe nucléaire en Union soviétique à la fin du XX^e siècle avec celui de l'explosion d'un dépôt de nitrate d'ammonium en 2020, à Beyrouth?

« L'explosion du port de Beyrouth a fait 218 morts et 7 000 blessés, causant un handicap physique à au moins 150 personnes. Elle a causé des dégâts psychologiques incommensurables et endommagé 77 000 appartements, provoquant le déplacement de plus de 300 000 personnes. Selon la Banque mondiale, l'explosion a provoqué des dégâts matériels d'un montant de 3,8 à 4,6 milliards de dollars. » (Human Rights Watch, 3 août 2021).

À travers l'expérience d'un programme intitulé « UNESCO-Tchernobyl » (il avait été d'abord développé entre 1991-2001 d'abord entre l'UNESCO et l'URSS), nous souhaitons montrer que les solutions élaborées, à savoir celui de la réhabilitation psychosociale et psychologique des populations affectées par l'accident pourraient être valides lorsqu'il s'agit du traitement des dommages entraînés par des catastrophes de grande ampleur, et en particulier dans celle qui nous intéresse ici, l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. Un programme avait été élaboré par l'Organisation Internationale, entre les trois pays concernés par la pollution nucléaire, et plusieurs partenaires dont l'Université Catholique de l'Ouest (Angers) et plus particulièrement l'Institut d'Écologie Appliquée, l'Institut de Pratique des langues vivantes et l'Institut de Psychologie et de Sociologie Appliquées. Pour ce dernier, cela a amené des équipes pluridisciplinaires, composées d'enseignants-chercheurs, de praticiens et de stagiaires de pays différents à traiter de problématiques nouvelles créées par la contamination nucléaire.

Les Centres communautaires de réhabilitation psychosociale (appelés aussi à certains moments de leur histoire « Centres de confiance ») font partie des projets – ici le projet 64 – réalisés dans le cadre du programme UNESCO-Tchernobyl. Neuf centres ont été ouverts en 1993¹, avec pour objectifs principaux d'améliorer le bien-être psychique de la population, de promouvoir la cohésion familiale, de stimuler les interactions au sein des communautés, et de développer l'initiative individuelle (Extrait du rapport d'activités 1991-1996, programme UNESCO-Tchernobyl). Ces Centres avaient comme finalité d'aider la population dans chacune des zones géographiques où ils ont été installés à surmonter les traumatismes liés au déplacement, à la perte d'emploi, aux chagrins

(griefs) des enfants arrachés à leur cadre de vie, et qui se retrouvent dans un climat de tensions et de clivages.

L'expérience décrite ici est une proposition d'un dispositif intégratif qui peut se mettre en place dans une temporalité assez courte par rapport à l'ensemble des désastres générés soit par l'explosion, la contamination ou bien encore des pollutions ou des incendies dévastateurs.

1. Rappel de l'événement et du contexte

Un accident nucléaire s'est produit dans une centrale de type RBMK au cours d'une expérimentation le 26 avril 1986. Le contexte politique est celui de l'Union soviétique, avec un pilotage des opérations depuis Moscou et aussi un essoufflement de ce régime, Gorbatchev devant ménager à la fois l'existant et l'ouverture. Le « rideau de fer » rendait difficile les échanges entre l'Est et l'Ouest. Cependant, l'alerte en matière de contamination est donnée par la Suède, à partir d'une centrale située à 1 100 km de Tchernobyl et il ne faudra que deux jours pour que la gravité de la situation soit connue de l'ensemble du monde. Mais pas nécessairement par les citoyens soviétiques de la zone à évacuer qui montent dans les 1 200 cars, accompagnés de 200 camions, venus les chercher pour les déplacer vers Kiev ou vers d'autres zones « propres ». Partis avec rien – croyant revenir dans un court délai – ces naufragés rentrent dans l'absurde et le chagrin. Les pompiers mortellement blessés par le feu nucléaire sont emportés dans un hôpital à Moscou. Un débat animera les réunions présidées par l'AIEA (L'Agence internationale de l'énergie atomique est une organisation internationale) sur le thème « Y a-t-il eu six ou sept morts à Tchernobyl », puis il sera acté qu'il y en a eu 31. On retrouvera cette difficulté à chiffrer le nombre de victimes dans l'accident nucléaire à Fukushima environ 3 décennies après car il peut n'y avoir aucun mort dans l'accident, mais toute la problématique repose sur les effets de la contamination, directs ou liés à l'exposition aux « petites doses ». À Tchernobyl, dans la zone interdite de 30 km, la population a été évacuée (environ 30 000 habitants), dont celle de la ville moderne de Prypiat, mais la contamination a été, compte tenu des conditions météorologiques, une contamination « en tâches de léopard » qui s'est installée parfois très loin du foyer d'origine.

On peut rappeler le contexte de politique générale qui affectait alors l'Union soviétique, la mise en place de l'ouverture pilotée par Gorbatchev s'accompagnant de grandes difficultés qui venaient s'ajouter aux difficultés économiques préexistantes. Ces moments précédaient l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dont la dissolution eut lieu le 26 décembre 1991 : ceci eut bien sûr des répercussions sur le programme UNESCO-Tchernobyl lui-même, amenant un changement d'interlocuteurs lorsque les trois pays concernés sortirent de l'Union et se dotèrent d'institutions indépendantes.

2. L'incertitude

Certaines personnes déplacées ont été réinstallées dans des zones légèrement moins contaminées certes, mais cela a rendu le climat plus anxiogène encore pour les bénéficiaires de l'opération. La question de la mesure sera au cœur du débat, ainsi que celle des instruments de mesure. Les compteurs sont encore lourds et rares, les enjeux ne sont pas toujours bien compris, les cartes de la contamination sont peu fiables. L'incertitude devient la question centrale sur les territoires. Une nouvelle ville, Slavoutich, va accueillir les travailleurs de la centrale qui vont y refaire leur vie, mais la rumeur selon laquelle cette centrale va fermer sous la pression des Occidentaux va rendre le travail des intervenants humanitaires plus difficile.

3. La complexité d'un programme psychosocial

Quatre ans après la catastrophe, et à la demande de l'Ambassadeur de l'URSS auprès de l'UNESCO (Son Excellence Vladimir Loméiko), le directeur général Federico Mayor – au vu des difficultés que traversaient les populations affectées par la catastrophe nucléaire – prit la décision d'organiser un programme de soutien avec une série de projets qui concernaient tous les secteurs de l'O.I. On peut souligner la dimension transversale qui fut décidée dès le départ puisque chaque secteur de l'Organisation pouvait apporter sa contribution - étaient ainsi concernés l'éducation, la science, la culture, la communication et les sciences sociales. À cela, s'ajouteront des projets développés en fonction des besoins par le Secrétariat du programme, financés par des sources extra-budgétaires diverses et par les recettes de manifestations organisées au bénéfice du Programme (concerts...).

Les organisations internationales et les O.N.G. spécialisées ont, au fil des années et des catastrophes, accumulé un certain nombre d'expériences, affermi des habiletés qui leur permettent de faire face aux désastres et aux désordres, et ce rapidement avec une certaine efficacité dans les domaines de l'urgence : secours aux personnes, déblaiement, reconstruction et même prise en charge psychosociale sur des programmes de court et de moyen terme². Il est à souligner que dans ce que l'on appelle les programmes psychosociaux, il existe une grande diversité dans le travail social, avec des méthodes héritées de la psychologie sociale ou bien des pratiques issues de la psychologie clinique ou autres. Sur le terrain, on rencontre assez fréquemment des intervenants plus proches de l'animation périscolaire que capables de prendre en charge une population désorientée. Cependant, l'expérience des Centres de l'UNESCO a montré la pertinence qu'il y avait à faire travailler ensemble une palette d'acteurs aux formations variées dont la collaboration permettait des actions diversifiées et par là même plus efficaces alors qu'on se trouvait sur un terrain inconnu, dans un moment où le concept de psychotrauma n'était pas couramment appliqué

dans ce type de situation, et dans un contexte où le psychologique était dominé par la psychiatrie légale dans les républiques ex-soviétiques. Le traitement psychosocial et psychologique dispensé par un Centre peut offrir différentes facettes de réflexion et d'action qui permettent un début de « compensation » de ces douleurs qu'inflige la catastrophe, quelle que soit son origine.

4. La place des institutions

L'UNESCO a mis en place une structure autonome, l'entité UNESCO-Tchernobyl, avec un chef de projet et un secrétariat, ainsi qu'une salariée de l'institution spécialiste de l'enfance. Furent recrutés également un spécialiste de la collecte de fonds et un délégué russe chargé de l'interface entre les différentes composantes du programme. Des stagiaires s'insèrent à différents moments dans les rouages du système, en fonction des besoins et de leurs calendriers de stage. Un bureau fut ouvert à Kiev : il organisait plus étroitement les actions terrain et les relations avec les autorités locales.

Pour ce qui est des nations engagées, les ministères – ministère des catastrophes, ministère des situations extrêmes³, ministère Tchernobyl – furent les interlocuteurs constants aux différentes phases de l'action. Les services sociaux, ainsi que ceux de psychiatrie légale à Moscou, étaient des interlocuteurs réguliers.

Des réunions informelles et formelles, des colloques, la participation à des congrès, des journées d'étude à Minsk et en France, jalonnèrent ces échanges, affermissant les concepts, enrichissant outils et pratiques auprès des différents groupes concernés.

On voit donc la complexité de l'ensemble, sa souplesse et sa fragilité. Les obstacles à franchir étaient nombreux : les différences de langues, de cultures, de références politiques généraient énormément d'incompréhension, et en même temps elles ont fait la richesse de ces échanges qui se déroulèrent pendant une dizaine d'années.

En 1999, se déroulèrent des séminaires de formation destinés à accompagner la fin du Projet 64 et l'intégration des salariés dans les structures étatiques. En même temps qu'ils étaient là pour échanger sur leurs expériences, ils approfondissaient leurs connaissances et réalisaient un « Cahier de compétences » à des fins professionnelles.

5. L'implantation du programme et le « projet 64 »

En 1991, à la suite d'un appel des gouvernements des pays membres de l'URSS affectés par la catastrophe de Tchernobyl, dans le cadre de ses domaines de compétences, l'UNESCO propose un programme pour porter assistance aux populations sinistrées. 70 projets sont ainsi soumis, certains seront assez rapidement financés et terminés, d'autres resteront à l'étude. Il est traité ici

du projet numéro 64, celui des Centres communautaires de réhabilitation psychosociale pour lequel un accord a été signé entre l'UNESCO et l'UCO d'Angers en 1993.

Le « projet 64 » a été implanté à leur demande dans trois républiques affectées par l'accident nucléaire : la Biélorussie, la Fédération de Russie, l'Ukraine. La centrale était positionnée en Ukraine mais c'est la Biélorussie qui a été la plus touchée par le nuage radioactif. Le cœur du projet 64 reposait sur des Centres communautaires de réhabilitation psychosociale – dénomination qui s'est affinée au cours des années – trois centres par pays, dont la localisation reposait non seulement sur des éléments objectifs liés à l'état sanitaire en question mais aussi sur des éléments économicopolitiques. Le projet 64 avait comme objectif de prendre en charge une population essentiellement déplacée mais également des personnes traumatisées par l'accident. Le personnel nécessaire pour atteindre cet objectif était formé de 160 psychologues et travailleurs sociaux locaux avec du personnel d'appui logistique – aidés pour ces missions par des homologues de l'Ouest, dans une structure à plusieurs étages : le local d'abord avec un chef de centre, une coordination nationale qui s'appuyait entre autres sur un psychologue coordinateur et une coordination générale assurée d'une part, sur le plan psychologique, par un psychologue clinicien et d'autre part, par un administrateur chargé des aspects logistiques de l'opération.

Pour ce qui est de la coordination entre les structures locales et la France, elle était assurée par un bureau à Kiev. Un chef de projet coordonnait les équipes terrain en accord avec Paris et les équipes de psychologues et sociologues français de l'Université catholique de l'Ouest s'impliquèrent progressivement à partir de 1993. L'université française reçut des stagiaires psychologues et de travailleurs sociaux des trois pays ex-communistes engagés sur le programme.

6. De quelques caractéristiques psychosociales des interactions entre les intervenants. Des rencontres difficiles

Les psychologues de l'ex-URSS nouvellement formés essayent de croire à la validité de leurs nouveaux outils venus de l'Ouest : par exemple, « l'usage de la parole est libérateur ». Après une ère politique dans laquelle parler pouvait mettre en danger, c'est une révolution et un certain trouble s'empare de ces jeunes intervenants qui, après avoir fait partie pour certains des komsomols, doivent remettre en question leurs fondamentaux dans ce nouvel exercice professionnel. Pour les intervenants universitaires, formateurs ou stagiaires, la rencontre est difficile aussi. Complexe. Les caractéristiques du climat sont l'incertitude, une peur relative par rapport à l'environnement et à l'hostilité éventuelle des protagonistes ainsi que la déstabilisation qu'opère la rencontre entre des idéologies et des cultures différentes.

Nous devons prendre en compte les différents niveaux que la mise en place d'un tel programme implique et en premier le niveau du politique. Il s'agit là de respecter les codes en cours à l'époque de l'accident, ceux du régime soviétique, remplacés par ceux liés à l'émergence de trois républiques inégalement concernées par la contamination, avec trois Centres communautaires de réhabilitation psychosociale et psychologique par république. Il faut également former de part et d'autre des psychologues et travailleurs sociaux à une prise en charge complexe soit de déplacés qui ont tout perdu et ont du mal à s'intégrer à un nouveau milieu, soit d'une population qui vit sur des zones moyennement contaminées et qui doit intégrer de nouvelles façons de vivre dans un quotidien anxiogène.

7. Des relations inégales

Face à un accident que l'on dénonce dès le départ comme symptôme des carences d'un système totalitaire, la prise en charge de l'aide par des tenants du monde « libre » ou de sociétés démocratiques place ceux qui sont secourus dans une position d'infériorité. Les donateurs, le personnel humanitaire, les experts et même les équipements de détection en matière de contamination vont bouleverser les rapports professionnels et humains. Pour ce qui est des sciences humaines et sociales, elles fonctionnent sur des paradigmes différents : elles s'appuient sur des théories qui donnent des lectures du monde éventuellement contradictoires. Au sein de l'université qui accueillait les psychologues et travailleurs sociaux des républiques concernées, la transmission du savoir était aussi une remise en question des savoirs préexistants dans l'ex-URSS, lesquels étaient implicitement dévalorisés.

La communication entre ceux de l'Est et ceux de l'Ouest ne nécessitait pas seulement des traducteurs, un apprentissage des caractères latins et cyrilliques, mais aussi des décodeurs pour passer d'un système à un autre. On peut remarquer que ceux de l'Est quittaient leur rôle de « collègues » pour devenir des « apprenants ». L'effondrement du système politique soviétique avait sapé la confiance que les professionnels détenaient sur leur degré d'expertise.

Cependant les relations humaines, la méthode de travail fondée sur des échanges constants, fréquents – que la recherche-action rend nécessaire – la qualité de ces échanges, l'empathie qui permettait de se comprendre au-delà des mots ont permis de surmonter ces obstacles.

8. Le choix d'une méthode : la recherche-action

Les psychologues et les étudiants en psychologie ont rencontré des mères avec leurs enfants qui se présentaient aux consultations, avec leurs questions et leurs angoisses, de jeunes adultes fatigués par les effets des radiations (disaient-ils), des personnes déprimées, anxieuses, qui venaient consulter parce qu'elles avaient perdu le sommeil... la langue fut une barrière, avec la présence des

traducteurs. Nombreux furent les échanges entre professionnels, qui enrichirent les approches. La circulation des stagiaires entre les pays facilita les ouvertures dans les domaines théoriques ainsi que la possibilité offerte par des dotations en matière d'ouvrages dans les bibliothèques.

Cette situation « expérimentale » ne fut pas sans rappeler celle rencontrée par la psychologie sociale dans les années 40, aux États-Unis, à savoir l'opportunité de se saisir de situations nouvelles, de rechercher des processus innovants pour résoudre de nouvelles problématiques. Un peu comme Kurt Lewin avait dû faire changer les habitudes alimentaires d'une population dans un contexte de guerre, ici, il fallait trouver de nouvelles habitudes de vie pour déjouer les pièges de la contamination radioactive, en particulier pour le choix et le contrôle des aliments. Pour que les enfants puissent aller prendre l'air dans la campagne environnante, c'est avec un compteur Geiger qu'ils allaient tracer un « parcours de santé », en jouant. Ils en parlaient ensuite avec les examinateurs, exprimant leurs peurs et leur tristesse ; plus tard, les promoteurs du projet du parcours de santé devaient rendre des comptes à ceux qui à l'Ouest jugeaient scandaleux cet accommodement avec la destruction de l'environnement qu'avait opéré l'accident. Dans tous les sites concernés par le programme, les différents professionnels et stagiaires discutaient avec les adultes, les enfants, les vétérans, les liquidateurs, les soignants, les travailleurs sociaux etc. et de ces interactions surgissaient des questionnements, des propositions, des hypothèses de travail. Il s'agissait de vivre dans cet environnement hostile pour des personnes qui avaient le sentiment d'avoir tout perdu, d'avoir été victime d'une injustice totale, et souvent d'être en danger, elles et leurs enfants. Leur monde s'était écroulé une première fois avec l'explosion ; la dissolution de l'URSS constituait une nouvelle catastrophe. L'irruption d'une équipe pluridisciplinaire venant de l'Ouest représentait peut-être une opportunité mais peut-être aussi un nouveau risque.

9. À partir de cette expérience peut-on préconiser des méthodes qui pourraient aider à « panser la catastrophe » ?

Compte tenu des fonctionnements des Centres ayant rempli la mission qui leur avait été impartie, sous les différentes supervisions mises en place et grâce à de nombreuses coordinations, le travail de synthèse final réalisé avec les neuf Centres au sein des trois pays montre qu'il est possible de tirer, à travers ces expériences et cette architecture, des « leçons » utilisables comme outils de gestion de crise dans des situations chaotiques et traumatiques.

À partir d'une lecture critique on peut dégager ce qui est nécessaire pour le bon fonctionnement d'un programme :

– Une valorisation de l'action

Une recherche de modélisation de l'action, sa diffusion et sa promotion. Ainsi, la question du psychotrauma et l'expérience acquise en la matière avec le projet 64 auraient pu être utiles pour la gestion des populations sinistrées de Fukushima, en collaboration avec d'autres organisations.

Mais les intervenants repartent, les budgets sont dépensés. Pour tous, qu'il s'agisse des institutions, des donateurs, des professionnels de l'urgence ou de la réhabilitation, une catastrophe en chasse une autre.

– Une valorisation des résultats

Elle peut se faire par la communication : publications, journées du souvenir, mémorial, musées, documentaires, conférences et débat...

L'intégration des résultats aux structures sociales préexistantes est une garantie pour les personnels qui ont contribué à la gestion de crise

Une culture de la sécurité pourra s'enrichir des résultats recueillis, des protocoles de formation pourront être établis

– Un (des) retour(s) d'expérience

Il est important de faire un bilan avec une périodicité décidée à l'avance : qu'est devenu le programme, comment a-t-il évolué, est-ce que les bénéficiaires s'en sont emparé et l'ont-ils transformé, s'il y a eu appropriation est-ce que cela a modifié des méthodes de travail etc.

Pour le programme UNESCO-Tchernobyl, cette opération était annuelle mais aucune évaluation à moyen et long terme n'était prévue.

Ce type d'analyse demanderait bien sûr la mise en place d'un financement décidé à l'avance ainsi que d'une méthodologie rigoureuse.

10. Points de convergence entre les 2 situations concernées par le psychotrauma, Tchernobyl 1986, Beyrouth 2020

- Faiblesse de l'État.
- Volonté d'ingérence d'États proposant leur aide
- Graves difficultés économiques
- Effondrement de système
- Traumatisme psychologique affectant une partie importante d'une population qui souffre aussi de maux physiques
- Arrivée d'une aide internationale importante et peu coordonnée.

11. Le projet 64, une expérience reproductible ?

Une explosion de produits chimiques n'est pas de même nature que celle d'un réacteur nucléaire. Le monde des années 80 n'est pas celui de 2020. Les dégradations économicopolitiques du Liban ne sont pas comparables à la déréliction de l'ex-URSS.

Cependant, on peut considérer que l'état traumatique qui s'abat sur une population est lui de même nature et que les difficultés qu'elle devra traverser auront beaucoup de points communs. En 1991, on parlait de centre « communautaire », de « réhabilitation », au sens de réhabilitation psychosociale et de « coping ».

La « communauté » devait de fait s'inscrire dans – ou être produite par – les fonctionnements du Centre. Lieu de rencontres, de jeu et d'exercices éducatifs pour les enfants. Les liquidateurs y tiennent des réunions houleuses, les vétérans jouent aux cartes ou aux échecs. Les adolescents poussent des cris quand ils gagnent ou perdent au flipper, un atelier couture côtoie un atelier informatique. Vivre la communauté, la recréer quand on a été déplacé. On peut voir ici l'intérêt qu'il y a à proposer à une population pour un laps de temps assez long, plusieurs années, un équipement qui va pouvoir l'abriter et lui permettre de se l'approprier, d'y inscrire ses nouvelles relations et éventuellement de le transformer.

Par la proposition de « réhabilitation psychosociale et psychologique », il faut entendre une proposition de soins pour des personnes traumatisées, déstabilisées. Des mères de famille avec leurs enfants qui font des cauchemars et pleurent, des adolescents en perte de repères, des épreuves et des crises qui laissent les familles désespérées...

Cette situation de déplacement, de peur sur les effets sanitaires de la contamination, de crainte par rapport à la situation économique et politique a engendré des dysfonctionnements intrafamiliaux (violences, divorces), une augmentation du taux de l'alcoolisme, des violences sociales diverses et le Centre est devenu un lieu d'expression de ces troubles.

Le coping, le « faire face », « l'adaptation » faisaient alors partie des propositions d'action de la psychologie sociale. Le faire face étant « un ensemble d'efforts cognitifs et comportementaux en perpétuel changement pour gérer les demandes externes ou internes évaluées comme mettant à l'épreuve ou excédant les ressources personnelles » (Lazarus, Folkman, 1984). Le fait d'avoir été déplacé, ou bien de vivre dans un environnement contaminé, ou bien encore de subir les effets de l'effondrement du système politico-économique qui avait façonné leur système de valeurs occasionnait un stress lié à cette mise à l'épreuve des ressources personnelles dont parlent les auteurs cités plus haut.

12. Les éléments facilitateurs de résolution de crise

Le pilotage du programme à distance du site concerné a permis de conduire l'action sur un terrain bouleversé pendant plusieurs années, en veillant à l'insertion progressive des structures mises en place dans les fonctionnements institutionnels nationaux.

Dans les situations post-urgence, trois composantes sont soit en termes de complémentarité soit de compétition voire d'hostilité : les forces émergentes

de la société civile qui ont dû prendre en charge les opérations dès la première heure, composées des relations de voisinage avec les leaders de quartiers et qui ont permis le sauvetage de victimes qui ne pouvaient pas se dégager de la situation. Dans un deuxième temps, sont apparus les sauveteurs professionnels, pompiers, sécurité civile et forces de police, les sauveteurs associatifs, ainsi que les représentants des différents cultes, les associations qui soutiennent les plus démunis... Enfin, les représentants des différentes institutions : les différents corps de l'État, santé, sécurité, éducation, les représentants de l'ordre établi... Ces trois catégories d'associations, d'organisations, d'institutions vont s'efforcer – dans un climat de crise – de rétablir des fonctionnements « normaux » le plus rapidement possible, en remettant en route les réseaux de toutes sortes (l'eau, l'électricité, l'assainissement...), en mettant à l'abri les sinistrés, en enterrant les morts et en soignant les blessés.

Un des points communs entre les deux sinistres évoqués ici, c'est qu'ils prennent leur origine dans une erreur humaine, dans une défaillance de système. Ils apparaissent pour les victimes comme emblématiques d'erreur générée par une incurie généralisée – pire encore, par des volontés coupables. À la suite de l'accident de Tchernobyl, les volontés soviétiques de minimiser les responsabilités ont placé sur la sellette internationale un système récusé par le monde « libre » qui faisait ainsi le procès d'un monde « totalitaire ». L'accident ne se limite pas à des erreurs techniques : il est la démonstration d'un système corrompu, à bout de souffle, et ce n'est pas d'un procès qu'il s'agit mais d'une remise en question politique globale.

C'est dans ce climat houleux que la prise en charge des personnes traumatisées va devoir s'effectuer. L'accompagnement psychologique et social dans un lieu préservé va permettre des échanges dans lesquels elles pourront s'exprimer, faire reconnaître leurs difficultés et souffrances et où elles pourront être accompagnées vers une sortie de crise individuelle et familiale.

Un autre élément qui a permis ce pilotage facilité, c'est le rôle joué par une université, qui a pu accueillir les spécialistes locaux et contribuer à former ces futurs professionnels pour qu'ils soient opérants sur un terrain bouleversé. Le brassage de ces apports théoriques divers, la reconnaissance d'autres façons de penser la crise, la personnalité, les ruptures, les accomplissements etc. a permis non pas d'unifier les points de vue mais de donner des éclairages différents sur les certitudes des uns et des autres, les rendant ainsi meilleurs dans leurs approches professionnelles. Cela sous-entend de la part de l'université, et en particulier des départements de sciences humaines et sociales, une capacité d'ouverture aux nouvelles données théoriques et sociales. Cela étant, l'université peut jouer son rôle d'entité motrice dans des contextes sociaux complexes.

Il est aussi à rappeler que sur les territoires concernés – pour Tchernobyl, les trois républiques –, une organisation de gestion reprenant les forces présentes dans la structuration des territoires a permis de tenir compte du point de vue de chacune des entités, avec ses caractéristiques historiques et culturelles. Par exemple, le recours à un superviseur en matière de psychologie reconnu par ses collègues a permis de faciliter les échanges et les transmissions hiérarchiques.

13. Et la résilience ?

Jusqu'alors, nous n'avons pas employé ce terme de « résilience ». Parce que le projet 64 parlait de réhabilitation des individus. La perspective à la fin des années 80 et même des années 90 était sur ce type de programme plus de nature corrective, adaptative. Dans cet univers contaminé, l'individu allait devoir changer son comportement afin de s'adapter à de nouvelles contraintes. Le programme visait à le soutenir, à l'aider à passer une période difficile, à intégrer de nouvelles conditions de vie. Son monde s'était effondré, qu'il s'agisse de sa foi dans le progrès, dans les lendemains qui chantent, dans la suprématie de ses croyances idéologiques. L'équipe de psychologues, de psychosociologues, de travailleurs sociaux, locaux et étrangers, était là pour l'aider à rentrer dans une nouvelle société.

Dans la situation rencontrée au Liban après l'explosion, on retrouve un certain nombre de points communs : les difficultés politiques et socio-économiques étaient aussi la toile de fond sur laquelle la catastrophe allait imprimer toutes les figures d'un chaos. On sait aussi que la catastrophe d'origine humaine est comme telle à l'origine d'une énorme revendication et d'un désir de vengeance inextinguible, ce qui va compliquer encore la situation libanaise.

La résilience comme capacité à retrouver des forces pour réorganiser la vie sociale et sa propre vie dans ce contexte ne semble pas pouvoir uniquement surgir des volontés individuelles ni même collectives. C'est là que l'aide externe peut trouver toute son utilité à condition qu'elle soit crédible, organisée et durable. Si on reprend l'expérience citée précédemment, on peut voir que sa crédibilité provenait de son origine : une organisation internationale adaptée à l'aide, dans ses différentes dimensions, l'éducation, la science et la culture, la communication et les sciences sociales, et renforcée par un ancrage universitaire psychosocial. Organisée par une structuration exogène et endogène avec des connexions concernant la vie intellectuelle, culturelle et sociale à travers colloques, réunions... Durable dans le sens d'une pérennité qui reposera sur sa capacité d'intégration dans les structures nationales pour lesquelles elle sera un élément de renforcement.

13. Une structuration du programme qui facilite la résilience des territoires

Nous avons pu voir que le pilotage exogène du programme permettait des fonctionnements affermis de l'ensemble, quelles que soient les situations troublées qu'il aura à traverser. Mais contrairement à beaucoup de programmes internationaux décidés et coordonnés uniquement par des directions situées à l'étranger, celui-ci a bénéficié d'un maillage local (on peut considérer chacune des républiques affectées comme un échelon du local, avec des processus de coordination internes). À la fin du programme, il sera intégré dans les institutions nationales et deviendra un élément de développement local, dans une dynamique endogène.

Le travail avec des universités sises dans des pays éloignés du désastre peut être un élément facilitateur, les universités locales pouvant ainsi reprendre plus aisément leurs activités d'enseignement, de recherche, de formation et de participation à l'effort national de relèvement post-catastrophe.

Une collaboration avec les entités qui œuvraient dans le développement local avant la catastrophe peut aussi être un axe fort d'un programme de réhabilitation psychosociale – ou bien, pour le dire différemment, d'un programme de développement des résiliences individuelles et collectives.

14. Résilience individuelle et résilience des territoires, double mouvement et interdépendance.

Les travaux contemporains sur la résilience (comme ceux de Boris Cyrulnik) ont montré que des individus gravement malmenés au cours de leur enfance pouvaient cependant intégrer ces expériences sans que cela n'affecte négativement leur existence à venir. Cette résilience leur permettra de s'insérer socialement, de mener une vie de famille et de participer au développement de leur communauté. Dans des situations de désastres, les leaders de communauté, les individus résilients contribueront au rétablissement des fonctionnements sociaux. Pour ce qui est de ceux qui sont amenés à jouer un rôle dans l'entraide et les nouvelles modalités sociales, ils vont développer leur propre résilience et celle de leur environnement.

Ces mécanismes favoriseront l'*empowerment* (Bacqué et Biewener, 2012), cette appropriation du programme, avec les modifications afférentes apportées par les bénéficiaires. Les Centres communautaires furent ensuite utilisés comme modèles et répliqués dans les républiques. C'est par l'*empowerment* que les rapports au politique se construisent. Mais pour ce faire, il faut que l'individu traumatisé ait pu se repositionner dans son microcosme familial et communautaire dans cette dynamique qui l'aide à se reconstruire lui-même.

Pour préciser le concept de « résilience territoriale », nous reprendrons la définition de Hamdouch, Depret et Tanguy (2012) : « Pour un territoire, être

résilient consiste non seulement à générer en son sein des capacités de résistance et d'adaptation lui permettant de maintenir ou de retrouver les bases de son développement et de sa spécificité à la suite de chocs plus ou moins brutaux (« résilience statique »), mais également à inventer et à déployer de nouvelles ressources et capacités lui permettant de s'insérer favorablement dans la dynamique de transformation impulsée par l'évolution rapide de l'environnement socioéconomique (« résilience dynamique »).

Les Centres communautaires de réhabilitation psychosociale et psychologique apparaissent donc comme un maillage souple de structures adaptées au traitement de difficultés post-catastrophes, centrées sur des problématiques psychosociales, capables de prendre en charge l'état post traumatique d'une population qui doit faire face à une situation extrême. Que ce soit une organisation internationale qui lance et accompagne le projet est important, cela lui confère un caractère de neutralité qui sera particulièrement nécessaire dans les accords avec les pays bénéficiaires. Le travail avec les universités attribuera aux dispositifs une meilleure qualité et permettra de les accompagner d'une approche critique.

La méthode de travail que nous préconisons ici est celle de la recherche-action, méthode qui s'est montrée efficace par rapport aux objectifs fixés, à savoir aider une population déstabilisée, parfois désespérée, qui vit dans un climat anxiogène et qui doit changer ses habitudes de vie. On peut utiliser cette méthode chaque fois que l'on est confronté à un effondrement de système et que l'on veut mettre en place une démarche d'*empowerment*. On entend par ce terme le pouvoir d'agir, mais surtout « l'appropriation ou la réappropriation de son pouvoir », dans un processus dynamique qui va permettre une reprise en main de sa propre histoire, pour l'individu comme pour la communauté (Neuilly, 2008).

Ce qui pourrait rendre les situations présentées complètement étrangères l'une à l'autre serait leur contexte et la nature de l'évènement. Cependant, nous avons pu souligner qu'elles avaient aussi beaucoup de points communs, dans leurs difficultés economicopolitiques, que c'était une caractéristique de certains types de crises qui se résoudraient en développant la résilience de leurs territoires.

Et cette résilience, ce sont les individus réunis par leurs forces et leur détresse qui peuvent la retrouver, la développer avec l'aide du personnel psychosocial dont la présence dans les Centres permet de retrouver une dynamique communautaire.

Notes

¹ En Biélorussie : Aksakovshyna, un village de 865 habitants, en zone propre. Stretchyn, 1 800 habitants, zone rurale propre. Le Centre est situé dans un espace de ré-implantation pour des

personnes évacuées de zones fortement contaminées. Pershey, contamination 1-5 Ci /Km². Le Centre coopère avec l'hôpital et les écoles.

Dans la Fédération de Russie : Nikolskaya Sloboda, en zone propre est construit dans un espace de réimplantation pour des personnes déplacées. Uzlovaya, ville industrielle de 100 000 habitants, en zone contaminée (5-15 Ci/Km²), 90 liquidateurs. Bolkhov, 13 000 habitants, zone contaminée (5-15 Ci/Km²). En Ukraine : Borodyanka, petite ville industrielle de 14 500 habitants, 2 500 liquidateurs, 7 000 évacués, contamination 1-5 Ci/Km². Slavutych, ville nouvelle en zone propre de 26 347 habitants, qui relogé le personnel de la centrale et leur famille. Ivanky, 12 000 habitants, 1-5 Ci/Km², 3 520 liquidateurs, ainsi que 1 800 dans le district.

² Ainsi le PAM, l'UNICEF, l'OMS, le PNUD, l'ONU-Habitat, le HCR et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) sont intervenus très rapidement après les explosions. Le groupe consultatif (constitué du gouvernement libanais, de la société civile, l'ONU, l'Union européenne, la Banque mondiale et les donateurs internationaux) a réalisé une évaluation des conséquences de l'accident et des besoins de la population afin d'aider à la mise au point d'une stratégie de planification du relèvement. En se basant sur les conclusions de cette évaluation, il a élaboré un Cadre pour la réforme, le relèvement et la reconstruction du Liban (Cadre 3RF) axé sur les personnes. Mis en action en décembre 2020, le Cadre 3RF propose des solutions aux problèmes auxquels est confronté le Liban.

³ Ministère de la Fédération de Russie pour la Défense civile, la Gestion des situations d'urgence et l'Atténuation des effets des catastrophes naturelles (en russe : Министерство России по делам гражданской обороны, чрезвычайным ситуациям и ликвидации последствий стихийных бедствий), EMERCOM (contraction de l'anglais « Emergency Control Ministry »).



BIBLIOGRAPHIE

- Hamdouch, A., Depret, M.-H. et Tanguy C. (dir.) (2012). *La Mondialisation et résilience des territoires – Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Bacqué M.-H. et Biewener C. (2012). *L'Empowerment, une pratique émancipatrice*, La Découverte.
- Beck U. (2001) *La société du risque*, Aubier, éd. Allemande 1986.
- Cadre 3 RF (Réforme, Relèvement, Reconstruction) Liban – Rapport : ONU, Union européenne, Banque Mondiale euneighbours.eu/fr également en anglais et en arabe.
- Chateauraynaud F. et Torny D. (1999) *Les sombres précurseurs : une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Éditions de l'EHESS.
- Cyrulnik B., Jorland B. (2012) *Résilience. Connaissances de bases*, éd., Paris, Odile Jacob
- Cyrulnik B. (2012) *Resilience: How your inner strength can set you free from the past*, Tarcher.
- Lazarus, R., & Folkman, S. (1984). *Stress, Appraisal, and Coping*. New York : Springer.
- Maltais D., Larin C., Collectif (2017) *Lac-Mégantic, De la tragédie ... à la résilience*, Presses de l'Université du Québec.
- Neuilly M.-T. (dir.), (1996) *Gestion de crise, crises technologiques et crises sociales*, L'Harmattan.
- Neuilly M.-T. (dir.), (2001), Rapport pour l'UNESCO : *Conceptualisation of UNESCO's Experience based on the Chernobyl-related Project, Case Study. Addressing Socio-psychological Impact produced on Populations in the Aftermath of Natural and Technological Disasters*.
- Neuilly M.-T. (2008) *Gestion et prévention de crises en situation post-catastrophe, prise en charge des traumatismes collectifs. Nouvelles pratiques psychologiques et psychosociales*. De Boeck.
- Quarantelli E.L. (1978) *Disasters: Theory and Research*, Sage Publications Ltd.
- Rodriguez, H., Quarantelli, E.L., Dynes R. (2017). *Handbook of Disaster Research*, Springer, N.Y.
- Weick, K. E. & Sutcliffe, K. M., (2007). *Managing the Unexpected: Resilient Performance in an Age of Uncertainty*. éd. New York: John Wiley & Sons.
- Yatchinovsky, A. (2012). *L'approche systémique. Pour gérer l'incertitude et la complexité*. 5^e éd. ESF Éditeur.



BIOGRAPHIE

Marie-Thérèse NEUILLY, Sociologue, Psychosociologue, Maître de conférences (retraîtée), Université de Nantes – Consultante – Chercheur.

Secteur de recherche : sociologie des transformations sociales et nouvelles vulnérabilités, gestion et prévention des crises, les aspects psychosociaux de la gestion de crise dans les situations de post-catastrophe.

Terrains de recherche : études sur la gestion des évacuations et des déplacements de population après des accidents technologiques ou naturels, gestion de crise en situation complexe, programmes psychologiques et psychosociaux pour la population victime et les sauveteurs.

De 1990 à 2000, Neuilly était Maître de conférences à l'Université Catholique d'Angers (49 France) et de 1993 à 2001, elle a traité les aspects psychosociaux du programme UNESCO-Tchernobyl, avec des missions d'expertise (diagnostic, élaboration de projets, évaluation), d'animation d'équipes, de formation des étudiants et praticiens amenés à œuvrer dans des conditions extrêmes (contamination, bouleversements politiques et sociaux, crises idéologiques et économiques), en contribuant au développement des Centres communautaires de réhabilitation psychosociale et psychologique.



BIOGRAPHY

Marie-Thérèse NEUILLY, Sociologist, Social Psychologist, Emeritus Professor, University of Nantes, Consultant, and free-lance researcher

Areas of expertise: sociology of social change and emerging vulnerabilities, crisis management and prevention, social psychological aspects of crisis management in post-disaster situations.

Research experience: mass evacuations and population displacement management in post technological or natural disasters, crisis management in complex situations, psychological and social psychological programming for victimized populations and responders.

From 1990 to 2000, Dr. Neuilly was an Associate Professor at the Western Catholic University in Angers (France), and from 1993 to 2001, she was in charge of social psychological needs assessment, program development, implementation, training, and evaluation within the UNESCO-Chernobyl project, all within the development and implementation of community centers.